



## Compte rendu de la session d'automne 2013

### Les deuxièmes conseils confirment les programmes européens

Les Chambres fédérales se sont prononcées tour à tour, lors des sessions d'été et d'automne 2013, sur la participation de la Suisse aux programmes de recherche et d'innovation (Horizon 2020) et aux programmes de formation et de jeunesse de l'Union européenne. Le Conseil national et le Conseil des Etats ont soutenu ces participations à de fortes majorités. Il appartient maintenant au Conseil fédéral d'entamer des négociations avec Bruxelles.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Petra Studer, [petra.studer@netzwerk-future.ch](mailto:petra.studer@netzwerk-future.ch)

### Décisions du Parlement

#### Horizon 2020: le Parlement soutient la recherche européenne

La Suisse continuera de participer aux programmes-cadres de recherche et d'innovation de l'Union européenne dans les années 2014 à 2020 ([13.022](#)). Durant la session d'automne, le Conseil des Etats a approuvé l'association au programme Horizon 2020 dans la plus grande clarté – par 44 voix sans opposition. Le Conseil national avait déjà donné son feu vert durant la session d'été des Chambres fédérales.

L'objet était incontesté au Conseil des Etats: seule une proposition de minorité a fait débat, qui voulait limiter la participation au programme de recherche de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), partie intégrante d'Horizon 2020, à 2018 et non pas à 2020. La proposition était motivée par la durée de l'actuelle génération de programmes Euratom, qui s'achève en 2018. Le plénum a toutefois rejeté cette minorité par 30 voix contre 9, soutenant l'association intégrale jusqu'en 2020, telle que proposée par le Conseil fédéral.

De 2007 à mi-2012, des chercheurs actifs en Suisse se sont impliqués dans plus de 2600 projets du septième programme-cadre de recherche de l'UE – 600 projets ont été coordonnés depuis des institutions helvétiques. La Suisse figure ainsi parmi les meilleurs pays participants. Le budget total d'Horizon 2020 se monte à quelques 70 milliards d'euros pour la période de sept ans. La contribution suisse se montera à 4,4 milliards de francs. Le programme débutera déjà le 1er janvier 2014, raison pour laquelle le Conseil fédéral a approuvé le mandat de négociations avec la Commission européenne juste après la décision du Parlement. Il faut en effet éviter toute lacune entre l'ancienne et la nouvelle génération du programme pour permettre aux chercheurs établis en Suisse de coordonner des projets internationaux dès les premières heures d'Horizon 2020.

{Procès-verbal du Conseil des Etats [10 septembre 2013](#)}

## **Le Conseil national soutient à son tour la mobilité dans la formation**

Le Conseil national s'est prononcé par 146 voix contre 40 et 2 abstentions en faveur de la participation de la Suisse aux programmes de formation et de jeunesse de l'Union européenne ([13.023](#)). La Chambre du peuple a suivi en cela la décision prise par le Conseil des Etats durant la session d'été 2013 et a voté des crédits de 305,5 millions de francs pour la participation au programme dénommé «Erasmus+». Deux propositions de minorité – l'une demandant une réduction de la contribution de 20%, l'autre demandant la suppression d'une réserve de 40 millions de francs – ont toutes deux été largement refusées.

La Suisse est déjà pleinement associée aux programmes d'échanges de l'UE depuis 2011 et permet à bon nombre de jeunes de faire leurs expériences à l'étranger et d'y développer des compétences spécifiques et linguistiques. Les étudiants ne sont pas les seuls à profiter de cet apprentissage sans frontière: la mobilité est aussi offerte aux apprentis, aux écoliers, aux membres d'organisations de jeunesse et de sport et aux enseignants. Jusqu'à présent, ce sont 6000 personnes qui ont pris part à des échanges internationaux.

{Procès-verbal du Conseil national [25 septembre 2013](#)}

## **Les Etats refusent de renvoyer le programme d'économie**

Sur proposition de sa Commission des finances, le Conseil des Etats s'est prononcé contre le renvoi du Programme de consolidation et de réexamen des tâches (CRT 2014) ([12.101](#)). Le Conseil national avait voté ce renvoi lors de la session d'été 2013. Les représentants des cantons n'ont toutefois pas souhaité que le projet prenne un retard inutile. En outre, le mandat qui accompagne le renvoi est contradictoire aux yeux des sénateurs: les représentants du peuple demandent à la fois de nouvelles économies et des ressources supplémentaires. Après la décision du Conseil des Etats, le Conseil national va devoir se repositionner sur ce sujet.

Le programme CRT 2014 prévoit des économies annuelles de 700 millions de francs dans divers postes budgétaires, entre 2014 et 2016. Le Domaine des EPF est concerné, avec des économies de 24 millions de francs, tout comme les subventions aux universités cantonales (-7 millions de francs par an). A cause du retard pris dans le processus parlementaire, le programme d'économies ne saurait être mise en oeuvre en 2014. Le Conseil fédéral a déjà repoussé sa possible entrée en vigueur à 2015.

{Procès-verbal du Conseil des Etats [10 septembre 2013](#)}

## **Les parlementaires ont également...**

... trouvé un compris entre le Conseil national et le Conseil des Etats sur un contre-projet à l'initiative populaire ([11.062](#)) «Oui à la médecine de famille». Ce contre-projet appuie la mise en oeuvre du masterplan sur la médecine de famille du Conseil fédéral.

... approuvé au Conseil des Etats la décision du Conseil national sur le traitement fiscal des coûts de formation et de formation continue ([11.023](#)), éliminant ainsi une dernière divergence. Les moyens que les employés ont reçu de leurs employeurs pour leur formation ne devront pas être soumis à l'impôt. L'employeur pourra toutefois faire valoir ces coûts comme des charges justifiées par l'usage commercial. Auparavant les deux conseils s'étaient déjà mis d'accord pour une déduction maximale pour frais de formation de 12'000 francs par an.

... refusé au Conseil des Etats la motion Markus Ritter visant à reconduire un moratoire limité dans le temps sur l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture ([12.3028](#)). Le Conseil national avait approuvé cette motion à l'automne 2012, mais la décision du Conseil des Etats l'enterre.

... refusé de donner suite, au Conseil national, à l'initiative cantonale de Bâle-Ville ([12.315](#)) qui demande d'améliorer les conditions-cadres de l'industrie pharmaceutique active dans la recherche. Le Conseil des Etats avait déjà fait de même durant la session d'été.

[{Top}](#)

## **Objets auxquels le Conseil fédéral a répondu**

### **Mieux épuiser le potentiel de la main-d'oeuvre indigène**

Postulat [13.3382](#) de la conseillère aux Etats Karin Keller-Sutter (PLR). Déposé le 3 juin 2013. Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 14 août 2013.

### **Financement du projet phare européen «Human Brain»**

Question [13.1029](#) de la conseillère nationale Jacqueline Fehr (PS). Déposée le 4 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

### **Parc suisse d'innovation. Application des articles 32 à 34 LERI**

Postulat [13.3396](#) du conseiller national Thomas de Courten (UDC). Déposé le 5 juin 2013. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 14 août 2013.

### **Eawag et latinité. De l'eau dans le gaz**

Interpellation [13.3414](#) du conseiller aux Etats Didier Berberat (PS). Déposée le 10 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

### **Plan directeur pour renforcer la Suisse en tant que centre de recherche et site pharmaceutique**

Interpellation [13.3438](#) du conseiller national Thomas de Courten (UDC). Déposée le 13 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 21 août 2013.

### **Pour une large reconnaissance des maturités professionnelles et des maturités spécialisées à l'étranger**

Interpellation [13.3452](#) de la conseillère aux Etats Anita Fetz (PS). Déposée le 17 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

### **Pénurie de main d'oeuvre qualifiée en Suisse. La libre circulation des personnes n'est pas la panacée**

Motion [13.3454](#) de la groupe PDC/PEV. Déposée le 17 juin 2013. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 28 août 2013.

## **Adapter l'encouragement de la recherche à la situation particulière des HES**

Interpellation [13.3458](#) du conseiller aux Etats Hans Altherr (PLR). Déposée le 18 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

## **Case management formation professionnelle. Futur rôle de la Confédération et financement par cette dernière**

Interpellation [13.3481](#) de la conseillère aux Etats Anita Fetz (PS). Déposée le 19 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

## **Renforcer la protection des patients participant à des études cliniques**

Interpellation [13.3499](#) de la conseillère nationale Yvonne Gilli (Verts). Déposée le 19 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 4 septembre 2013.

## **Offre fédérale de formation adressée aux quatre membres de l'UE ayant les taux de chômage des jeunes les plus élevés**

Question [13.1038](#) du conseiller national Andreas Gross (PS). Déposée le 19 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

## **Sortir la formation professionnelle initiale chez les adultes de l'impasse**

Motion [13.3517](#) du conseiller national Mathias Reynard (PS). Déposée le 20 juin 2013. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 14 août 2013.

## **Evolution des branches MINT à l'école**

Postulat [13.3600](#) du conseiller national Laurent Favre (PLR). Déposé le 21 juin 2013. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 14 août 2013.

## **Promotion du développement durable. Les hautes écoles spécialisées sont désavantagées**

Interpellation [13.3612](#) du conseiller national Stefan Müller-Altermatt (PDC). Déposée le 21 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

## **Pour la création d'un prix suisse de l'innovation dans le secteur des services**

Motion [13.3625](#) de la conseillère nationale Christine Buillard-Marbach (PDC). Déposée le 21 juin 2013. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 28 août 2013.

## **Formation professionnelle duale. Le savoir-faire suisse au service de l'Europe**

Interpellation [13.3635](#) de la conseillère nationale Kathy Riklin (PDC). Déposée le 21 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

## **Formation professionnelle supérieure et Masterplan Cleantech**

Interpellation [13.3642](#) du conseiller national Stefan Müller-Altermatt (PDC). Déposée le 21 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 14 août 2013.

## **Pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. La libre circulation des personnes n'est pas la panacée**

Motion [13.3652](#) du conseiller aux Etats Urs Schwaller (PDC). Déposée le 21 juin 2013. Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 28 août 2013.

## **Autoriser les analyses génétiques de haute qualité à l'étranger comme en Suisse**

Interpellation [13.3654](#) du conseiller aux Etats Felix Gutzwiller (PLR). Déposée le 21 juin 2013. Le Conseil fédéral a répondu le 28 août 2013.

[{Top}](#)

## **Nouveaux objets déposés**

### **Un PhD propre aux hautes écoles spécialisées suisses**

Interpellation [13.3670](#) de la conseillère aux Etats Brigitte Häberli-Koller (PDC). Déposée le 10 septembre 2013.

### **La formation subordonnée au service militaire?**

Interpellation [13.3674](#) du conseiller national Mathias Reynard (PS). Déposée le 10 septembre 2013.

### **Positionnement des écoles professionnelles supérieures**

Question [13.1061](#) du conseiller national Christian Wasserfallen (PLR). Déposée le 18 septembre 2013.

### **Programme national de recherche. Prise en charge de longue durée**

Motion [13.3745](#) de la conseillère nationale Barbara Schmid-Federer (PDC). Déposée le 19 septembre 2013.

### **Scandale à l'Université de Zurich. Habilitation à poursuivre**

Question [13.1068](#) du conseiller national Andreas Gross (PS). Déposée le 25 septembre 2013.

## **Scandale à l'Université de Zurich. Destruction de résultats scientifiques et atteinte à des principes juridiques**

Question [13.1069](#) du conseiller national Andreas Gross (PS). Déposée le 25 septembre 2013.

## **Planification scolaire en fonction de la croissance de la natalité**

Interpellation [13.3814](#) de la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (PDC). Déposée le 26 septembre 2013.

## **Clé de financement pour la formation universitaire de médecins supplémentaires**

Postulat [13.3831](#) de la conseillère aux Etats Anita Fetz (PS). Déposé le 26 septembre 2013.

## **Chaire de technique du bâtiment à l'EPF**

Postulat [13.3851](#) du conseiller national Yannick Buttet (PDC). Déposé le 26 septembre 2013.

## **Scandale à l'Université de Zurich. Pourquoi le FNS tolère-t-il dans des cas particulier, le manquement à l'intégrité scientifique et le plagiat?**

Interpellation [13.3861](#) du conseiller national Oskar Freysinger (UDC). Déposée le 26 septembre 2013.

## **Garantir l'accès aux données individuelles de l'AVS sous une forme anonymisée pour la réalisation d'études scientifiques.**

Motion [13.3893](#) de la conseillère nationale Marina Carobbio Guscetti (PS). Déposée le 26 septembre 2013.

## **Complément de formation pour tous les jeunes jusqu'à 18 ans**

Motion [13.3922](#) du conseiller national Martin Candinas (PDC). Déposée le 27 septembre 2013.

## **Pour une définition précise d'une jeune entreprise innovante**

Interpellation [13.3951](#) du conseiller national Fathi Derder (PLR). Déposée le 27 septembre 2013.

## **Projet de recherche sur l'effet des rayonnements non ionisants sur les personnes sensibles.**

Motion [13.3957](#) de la conseillère nationale Margret Kiener Nellen (PS). Déposée le 27 septembre 2013.

## **Amélioration des conditions pour la relève académique. Vision 2020**

Interpellation [13.3958](#) de la conseillère nationale Margret Kiener Nellen (PS). Déposée le 27 septembre 2013.

## **Prêts: pour une protection légale appropriée des étudiants**

Motion [13.3964](#) du conseiller national Luc Barthassat (PDC). Déposée le 27 septembre 2013.

[{Top}](#)

### **Contact**

Réseau FUTURE  
Münstergasse 64/66, 3011 Bern  
Tel. 031 351 88 46, Fax 031 351 88 47  
[info@netzwerk-future.ch](mailto:info@netzwerk-future.ch)  
[www.netzwerk-future.ch](http://www.netzwerk-future.ch)

++++++  
Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

++++++

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

1 octobre 2013

Vous êtes inscrit dans notre liste des destinataires avec l'adresse [info@sengerinteractive.ch](mailto:info@sengerinteractive.ch)

Ici vous pouvez >> [modifier vos coordonnées](#)

Vous ne voulez plus recevoir des informations e-mail? >> [effacer votre adresse](#)